

## **Discussion du Rapport Stratégique Arabe**

Éditeur : Farida Ibrahim-L3 Sciences Politiques

L'année 2024 a été une année charnière dans la trajectoire de la transformation mondiale, marquée par des développements majeurs dans l'ensemble du système international. À la lumière de ces évolutions, la Faculté d'Économie et de Science Politique a organisé un séminaire pour discuter du Rapport Stratégique Arabe, publié par le Centre Al-Ahram d'Études Politiques et Stratégiques en collaboration avec la faculté, le mardi 29 avril 2025.

Le séminaire a débuté par une séance d'ouverture à 9h30, avec des allocutions de bienvenue prononcées par la Dr Amany Masoud, directrice du département de science politique de la faculté; le Dr Ayman Abdel Wahab, directeur du Centre Al-Ahram; le doyen de la faculté ; et enfin, la vice-doyenne chargée du service communautaire et du développement environnemental.

La première session du séminaire a commencé à 10h00 sous le titre: « Le système international... Entre la centralité américaine et le déplacement du centre de gravité vers l'Asie de l'Est ». Elle a été présidée par le Pr. Dr Hassan Nafaa et a accueilli comme intervenants le Dr Gamal Abdel Gawad, la Dr Raghda El Behay et la Dr Heidi Kars. La session s'est terminée par un échange entre les intervenants et les participants.

Le Pr. Dr Hassan Nafaa a commencé par remercier la Dr Amany Masoud pour son invitation, soulignant l'importance de discuter de ce rapport, véritable signal d'alarme compte tenu de sa valeur pour la faculté, le centre et les chercheurs. Il a ensuite exposé les thèmes abordés dans le rapport: premièrement, la crise du déclin de l'ordre libéral établi après la Seconde Guerre mondiale ; deuxièmement, les élections américaines et les implications d'une potentielle réélection de Trump ; troisièmement, des conflits tels que la guerre russo-ukrainienne ; et quatrièmement, les dynamiques continentales comme la montée de l'extrême droite en Europe.

Il a ensuite cédé la parole au Dr Gamal Abdel Gawad, spécialiste des relations internationales, qui a expliqué que les théories qu'il avait étudiées ne permettent pas de comprendre pleinement les événements actuels, les qualifiant de « décalage » ou de « cygnes noirs ». Il a insisté sur la nécessité de faire preuve d'ingéniosité et de développer des solutions nouvelles, sans imposer de règles rigides en science politique. Il a rappelé que les relations internationales sont enracinées dans l'ordre libéral, mélange de valeurs et de systèmes occidentaux, aujourd'hui remis en question. Trois dimensions illustrent cette crise : le transfert de puissance vers la Chine, la fluidité des échanges devenus plus conflictuels, et le recul des principes libéraux face à la montée de l'extrême droite. Il

s'interroge : allons-nous vers une mondialisation en blocs ou vers un monde multipolaire ?

Ensuite, la Dr Raghda El Behay a salué le rapport pour sa précision et sa pertinence, offrant une lecture rigoureuse des dynamiques mondiales de 2024 aux niveaux international, régional et national (égyptien). Elle a d'abord abordé le déplacement de la primauté civilisationnelle vers l'Asie de l'Est, remontant à la fin du XXe siècle avec le concept du « siècle asiatique », basé sur l'essor économique et l'innovation en Chine puis en Inde. Elle a expliqué que l'Asie, bien que forte économiquement, est politiquement hétérogène, traversée de défis sociaux et de tensions géopolitiques majeures comme celles de la mer de Chine méridionale ou le risque de guerre entre la Chine et Taïwan. Malgré l'émergence de puissances comme l'Inde ou le Brésil, l'hégémonie asiatique reste discutable : l'ordre international semble plutôt se diriger vers une multipolarité où l'Occident conserve un rôle majeur.

Elle a ajouté que l'ordre libéral international, bien que fragilisé, dispose encore de bases institutionnelles solides (FMI, Banque mondiale) et d'une influence culturelle persistante. Le système international est aujourd'hui en transition, dans une forme de fluidité intellectuelle. Il est aussi probable d'anticiper la continuité de l'hégémonie américaine que son déclin. D'un côté, les États-Unis conservent leur suprématie militaire et culturelle ; de l'autre, ils montrent des signes de repli. Nous sommes à un carrefour historique, et des conflits comme celui entre la Russie et l'Ukraine, ou une éventuelle guerre entre la Chine et Taïwan, pourraient accélérer la reconfiguration du système international.

Puis, la Dr Heidi Kars est intervenue, valorisant le rapport comme une contribution essentielle à la bibliothèque stratégique arabe. Elle a centré son intervention sur trois axes dans le chapitre des interactions internationales. Premièrement, les transformations systémiques : le système mondial traverse une phase transitoire, marquée par l'instabilité et l'effondrement des fondements de l'hégémonie occidentale. Le paradoxe est que la menace principale à l'ordre libéral pourrait venir des États-Unis eux-mêmes.

Deuxièmement, l'impact sur le Sud global : elle a évoqué la position ambivalente du Sud global, parfois acteur, parfois simple récepteur des changements. L'Afrique, notamment, fait l'objet de rivalités géopolitiques majeures mais commence aussi à jouer un rôle plus autonome.

Troisièmement, l'épistémologie des relations internationales : elle a dénoncé la domination de la pensée occidentale dans ce domaine et mis en lumière les tentatives de chercheurs du Sud global pour décoloniser la discipline et produire des approches alternatives.

La Dr Kars a conclu en mentionnant un rapport du magazine *The Economist* selon lequel l'armée israélienne utiliserait des systèmes d'intelligence artificielle pour identifier ses

cibles à Gaza, en s'appuyant sur de vastes bases de données, des images satellites, des communications, etc. Malgré leur précision apparente, ces technologies reposent sur des données parfois erronées, ce qui expliquerait le nombre élevé de victimes civiles. Elle a alerté sur le risque de voir cette méthode devenir la norme dans les guerres futures, et a suggéré que ce sujet aurait dû figurer dans la section « développements technologiques et militaires ».

À la fin de cette session, le Pr. Dr Hassan Nafaa a clôturé en évoquant les points saillants du rapport, notamment l'effondrement accéléré des institutions internationales post-Seconde Guerre mondiale, telles que la Cour internationale de justice ou la Cour pénale internationale. Les valeurs morales et juridiques que les puissances occidentales prétendaient incarner, notamment en matière de droits humains, sont en net recul. Cette dégradation institutionnelle pose la question : peut-on encore réformer le système onusien, notamment le Conseil de sécurité, ou faut-il envisager un nouvel ordre mondial, généralement né de grandes secousses historiques ?

La deuxième session a ensuite débuté sous le titre : « Le système régional... Rétrécissement de l'Axe de la Résistance et perturbation dans les calculs de normalisation », présidée par le Dr Moataz Salama, avec comme intervenants la Professeure Nevine Mosaad, le Dr Mohamed El-Sayed Idris et le Dr Ali Galal Maouad.

Le Dr Moataz Salama a commencé par remercier et souhaiter la bienvenue à ses collègues ainsi qu'au Professeur Ahmed Youssef. Il a ensuite évoqué les systèmes arabe et moyen-oriental et leurs interactions, en se concentrant sur les évolutions survenues en 2024. Il a souligné que la section « arabe » du rapport couvrait de nombreuses questions, mais que le thème de « l'Axe de la Résistance et la perturbation des calculs de normalisation » avait été choisi comme axe principal, sans pour autant minimiser l'importance des autres sujets.

Le système arabe a été divisé en trois parties.<sup>[1]</sup> La première partie traitait des problématiques du système arabe, notamment : de « l'Inondation d'Al-Aqsa » à « l'Inondation du Nord », marquant symboliquement le début et la fin d'une année charnière dans la région. Elle a aussi analysé la réalité des crises arabes chroniques devenues des blocages stables sans solution définitive – comme au Yémen, en Libye, au Soudan et au Liban – menaçant l'unité nationale.

La deuxième partie s'est concentrée sur la transformation des règles d'engagement, mettant en évidence l'intensification de la violence israélienne à Gaza, l'usage excessif de la force de dissuasion, et la guerre prolongée, ainsi que la confusion dans les processus décisionnels en Israël et l'absence d'un esprit collectif cohérent. Le rapport a également abordé le déclin des groupes non étatiques tels que le Hamas et le Hezbollah, soulevant la

question de savoir s'il s'agit d'un repli tactique ou d'un effacement stratégique. Il a examiné la scène libanaise, passant d'un engagement limité à une guerre ouverte.

La troisième partie du rapport a traité des conflits internes en Israël, notant que tous les partis politiques y rivalisent à partir d'une même plateforme de droite, ce qui reflète le rétrécissement du spectre politique. Elle a aussi évoqué la situation du Hamas, qui reste au pouvoir malgré la guerre, et son conflit public avec l'Autorité palestinienne, soulevant des interrogations sur la réalité de l'action palestinienne conjointe.

La section arabe s'est conclue par une analyse des positions des pays du Conseil de coopération du Golfe concernant la normalisation, soulignant la divergence de leurs approches et la diversité des calculs nationaux, ainsi que les divisions internes attendues lors du prochain sommet arabe. Elle a posé la question suivante : comment peut-on présenter des sujets et des solutions aux conflits régionaux arabes alors que les rôles arabes sont ambigus et que l'État arabe dysfonctionne ?

La Professeure Nevine Mosaad a ensuite pris la parole, en formulant plusieurs observations.<sup>[1]</sup> Premièrement, malgré l'importance du rapport et son courage à aborder des questions sensibles, son langage et sa terminologie sont difficiles à saisir – surtout pour ceux qui ne sont pas du domaine académique.<sup>[2]</sup> Deuxièmement, elle a exprimé son désaccord concernant l'exclusion du modèle Hamas/Israël dans les exemples de guerres asymétriques, et a rejeté l'idée que les frappes israéliennes et le contrôle spatial remettent en cause la décentralisation. Selon elle, ces événements traduisent plutôt un changement dans la stratégie israélienne : passer de la confrontation spatiale à l'attaque de l'idée et de l'esprit.

Troisièmement, elle a abordé le terme « acteurs non étatiques parallèles », appelant à clarifier la différence avec les « acteurs armés ». Elle a cité en exemple les Frères musulmans en Égypte, qui sont des acteurs non armés mais ont été un acteur politique central, de même que certains gouvernements qui dirigent l'État durant les périodes de faiblesse politique.

Quatrièmement, elle a contesté l'idée selon laquelle l'Iran se retirerait de son projet régional, estimant que la nature impériale du projet iranien ne permet pas un retrait interne ; il s'agit plutôt d'un projet de long terme, transsystème.

Cinquièmement, elle a abordé la question des guerres par procuration, notant que l'analyse du rapport sur l'évolution des Houthis – passés d'un outil à un acteur central – nécessite une compréhension de l'évolution de leur propre motivation, surtout en tant que représentants d'un secteur populaire.

Enfin, elle a insisté sur l'importance d'analyser la performance du système arabe officiel, notamment sur des dossiers centraux comme la Palestine et la Syrie, soulignant la faiblesse des résultats malgré les déclarations officielles.

Le Dr Mohamed El-Sayed Idris a ensuite pris la parole pour discuter des systèmes arabe et moyen-oriental et de leurs interactions, ainsi que des évolutions de 2024. Il a mentionné le Sommet du G20 à Mumbai, lors duquel un nouveau projet pour le Moyen-Orient a été proposé, suivi de l'« Inondation d'Al-Aqsa » qui a prouvé la capacité du peuple palestinien à résister, renversant l'idéologie sioniste et l'Occident dans son ensemble. Pourtant, le système arabe ne s'est pas tenu aux côtés de la cause palestinienne : certains pays financent l'entité sioniste, d'autres restent impuissants, tandis que le peuple palestinien a tenu bon pendant plusieurs mois.

Ces évolutions ont révélé un Axe de la Résistance s'étendant de l'Iran au Hezbollah en passant par le Yémen, créant un déséquilibre des forces. Cela a coïncidé avec des frappes sévères contre le Hezbollah et la résurgence de Daech en Syrie, soutenue par des motifs liés à l'agenda américain (en notant que la Syrie avait refusé par le passé de trahir le Hezbollah ou de normaliser avec Israël).

Il a également mentionné le rôle turc, longtemps ambigu, qui a trouvé un point d'ancrage en Syrie face à la montée en puissance d'Israël. Nous sommes aujourd'hui au cœur d'évolutions dangereuses, accompagnées de nombreuses interrogations sur la position que prendrait le système arabe en cas de guerre entre l'Iran et Israël au sujet du nucléaire. Dans ce contexte de rôles arabes ambigus, les compromis apparaissent comme des demi-mesures.

La session s'est conclue par l'intervention du Dr Ali Galal Maouad, qui a exposé les défis auxquels les chercheurs sont confrontés dans ce contexte, citant une expérience antérieure liée à la Turquie pour illustrer la difficulté de suivre ces changements.

Le rapport met en lumière la présence notable de la Turquie sur différents axes, soulignant ses rôles politiques, économiques et militaires dans plusieurs dossiers régionaux comme la Syrie, le Liban, le Soudan et la Palestine, tout en suggérant la possibilité de se concentrer davantage sur des dossiers comme la Somalie.

Le rapport souligne l'image ambivalente des rôles de la Turquie – positifs en tant qu'acteur coopératif, mais aussi négatifs comme source de menace – tout en signalant les contradictions possibles dues à la multiplicité des contributeurs au rapport. Le Dr Galal a réfléchi sur la nature de cette divergence, qu'il a attribuée à la faiblesse du système arabe, à la fluidité des interactions régionales et aux divergences d'intérêts nationaux entre les pays arabes, en parallèle à un débat croissant et persistant sur le rôle de la Turquie